

Art. 4. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Art. 4. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2009 — 3938

[C — 2009/11398]

19 NOVEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne la reconnaissance de certaines qualifications professionnelles, la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, l'article 62;

Vu la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques du 2 juillet 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2009;

Vu l'avis 46.098/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 mars 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des P.M.E. et des Indépendants et du Ministre pour l'Entreprise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales l'intitulé du Titre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« TITRE I^{er}. — Dispositions générales »

Art. 2. Dans le titre I^{er} de la même loi il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Dans cette loi on entend par « état affilié » les Etats membres de l'Espace économique européen (EEE) et les pays hors de l'EEE dès que la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, s'appliquera à ces pays. »

Art. 3. L'article 3 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 3. L'Institut a pour mission de veiller à la formation et d'assurer l'organisation permanente d'un corps de spécialistes capables de remplir les fonctions d'expert-comptable et de conseil fiscal, dont il peut contrôler et préciser l'organisation, avec toutes les garanties requises au point de vue de la compétence, de l'indépendance et de la probité professionnelle.

L'Institut veille également au bon accomplissement des missions confiées à ses membres et aux personnes soumises à sa surveillance et à son pouvoir disciplinaire.

Il veille également au respect, par les personnes visées à l'article 37bis, des modalités et conditions auxquelles l'exercice temporaire et occasionnel de l'activité d'expert-comptable peut être effectué en Belgique.

L'Institut est habilité à demander et obtenir, des autorités compétentes d'autres états affiliés, les renseignements nécessaires à l'exécution de cette mission. Ces renseignements sont traités et conservés, dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et des arrêtés d'exécution de cette loi.

Dans le respect de ces mêmes dispositions, l'Institut est habilité à communiquer aux autorités compétentes d'un autre état affilié les renseignements relatifs à ses membres nécessaires au traitement de leur

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2009 — 3938

[C — 2009/11398]

19 NOVEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging wat de erkenning van sommige beroepskwalificaties betreft, van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, artikel 62;

Gelet op de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van 2 juli 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 maart 2009;

Gelet op advies 46.098/1 van de Raad van State, gegeven op 19 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen en van de Minister voor Ondernemen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen wordt het opschrift van Titel I vervangen als volgt :

« TITEL I. — Algemene bepalingen »

Art. 2. In titel I van dezelfde wet wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 1/1. In deze wet wordt verstaan onder « toetredende staat », de lidstaten van de Europese Economische Ruimte (EER) en de landen buiten de EER vanaf het ogenblik dat de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, op deze landen van toepassing is. »

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Het Instituut heeft als opdracht toe te zien op de opleiding, en de permanente organisatie van een korps van specialisten te verzekeren die bekwaam zijn om de functies van accountant en belastingconsulent uit te oefenen, waarvan het Instituut de organisatie kan controleren en bijsturen, met alle noodzakelijke waarborgen qua bekwaamheid, onafhankelijkheid en professionele rechtschapenheid.

Het Instituut ziet er eveneens op toe dat de aan zijn leden en aan de personen die onderworpen zijn aan zijn toezicht en tuchtbevoegdheid, teovertrouwd opdrachten, behoorlijk worden uitgevoerd.

Het ziet er eveneens op toe dat de in artikel 37bis bedoelde personen, de modaliteiten en voorwaarden naleven van de tijdelijke en occasionele uitoefening van de activiteit van accountant in België.

Het Instituut is gemachtigd om van de bevoegde overheid in andere toetredende staten, de informatie aan te vragen en te verkrijgen die nodig is voor de uitvoering van deze opdracht. Deze inlichtingen worden verwerkt en bewaard overeenkomstig de voorschriften van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Het Instituut is eveneens gemachtigd om, mits naleving van diezelfde bepalingen, informatie aan de bevoegde overheid van een andere toetredende staat mede te delen, met betrekking tot zijn leden

demande d'établissement ou à l'exercice de leur liberté de prestation dans cet état affilié. »

Art. 4. A l'article 4 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et les personnes visées à l'article 37bis » sont insérés entre « Les stagiaires » et « ne »;

2° un troisième alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Les dispositions légales et réglementaires relatives à la déontologie, l'exercice du pouvoir disciplinaire par les instances disciplinaires, la définition et l'exercice de la profession applicables aux experts-comptables externes, membres de l'IEC et contenues notamment dans :

— la présente loi et ses arrêtés d'exécution, en particulier l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 relatif au règlement de déontologie des experts-comptables;

— la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et les arrêtés d'exécution de cette loi;

— les normes techniques et déontologiques et les recommandations visées à l'article 27 de la présente loi,

s'appliquent aux ressortissants d'un état affilié qui exercent temporairement et occasionnellement l'activité d'expert-comptable en Belgique conformément à l'article 37bis, au cours de leur déplacement en Belgique, et pour tout ce qui concerne l'exécution des prestations fournies en Belgique. »

Art. 5. A l'article 16 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 février 2003, sont ajoutés les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« Les ressortissants d'un autre état affilié qui exercent temporairement et occasionnellement l'activité d'expert-comptable en Belgique en application de l'article 37bis de la présente loi utilisent exclusivement le titre professionnel qui leur a été conféré dans leur Etat d'origine, et éventuellement l'abréviation de ce titre, dans la langue de cet Etat ou, à défaut, leur titre de formation licite, conformément à l'alinéa précédent.

Lorsque le titre professionnel, dans la langue de l'Etat d'origine, est celui d'expert-comptable ou lorsque ce titre professionnel est susceptible de créer une confusion avec le titre d'expert-comptable, il doit être suivi de l'indication de l'autorité ou de l'organisation professionnelle qui l'a délivré. »

Art. 6. A l'article 19bis de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 25 février 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A l'appui de leur demande de se voir conférer la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, les ressortissants d'un autre état affilié, peuvent faire valoir un des diplômes ou titres de formation suivants :

a) le titre de formation prescrit par un autre état affilié pour accéder à la profession d'expert-comptable et/ou conseil fiscal sur son territoire ou l'y exercer.

On entend par titre de formation tout diplôme, certificat ou autre titre :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un état affilié, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet état affilié;

— qui sanctionne une formation acquise principalement dans la Communauté ou qui a été délivré par un pays tiers, lorsque ce titre de formation a été reconnu par un état affilié et que son titulaire a acquis, dans ledit état affilié, une expérience professionnelle de trois ans dans la profession concernée, certifiée par cet état affilié,

— et qui atteste d'un niveau de qualification professionnelle au moins équivalent à un diplôme sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement

die nodig is voor de behandeling van hun aanvraag tot vestiging of de uitoefening van hun vrijheid van dienstlevering in deze toetreden staat. »

Art. 4. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « en de personen geïdificeerd door artikel 37bis » ingevoegd tussen de woorden « Stagiairs » en « zijn »;

2° er wordt een derde lid toegevoegd, luidende als volgt :

« Alle wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met de plichtenleer, de uitoefening van de tuchtmacht door de bevoegde tuchtinstaties, de definitie en de uitoefening van het beroep, die van toepassing zijn op externe accountants, leden van het IAB, en die inzonderheid opgenomen zijn in :

— deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, inzonderheid het koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot vaststelling van het reglement van plichtenleer van de accountants;

— de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, en de uitvoeringsbesluiten van deze wet;

— de technische en deontologische normen en aanbevelingen bedoeld bij artikel 27 van deze wet,

zijn van toepassing op de onderdanen van een toetreden staat die gemachtigd zijn om tijdelijk en occasioneel de activiteit van accountant in België uit te oefenen overeenkomstig artikel 37bis, gedurende hun aanwezigheid op het grondgebied van België, en voor alles dat betrekking heeft op de uitvoering van de diensten die in België worden geleverd. »

Art. 5. In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 2003, worden de volgende leden toegevoegd, luidende :

« De onderdanen van een andere toetreden staat die gemachtigd zijn om tijdelijk en occasioneel de activiteit van accountant in België uit te oefenen in toepassing van artikel 37bis van deze wet, gebruiken uitsluitend de beroepstitel die hen werd verleend in hun land van oorsprong, en desgevallend de afkorting van deze titel, in de taal van deze Staat, of bij gebreke hieraan, hun wettige opleidingstitel, bedoeld bij het vorige lid.

Wanneer in de beroepstitel, in de taal van de Staat van oorsprong, de term accountant voorkomt, of wanneer deze beroepstitel verwarring kan scheppen met de titel van accountant, moet de titel worden gevolgd door de vermelding van de overheid of de beroepsorganisatie die deze titel heeft verleend. »

Art. 6. In artikel 19bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Ter ondersteuning van hun verzoek om verlening van de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent, kunnen de onderdanen van een andere toetreden staat één van de volgende diploma's of opleidingstitels doen gelden :

a) de opleidingstitel voorgeschreven door een andere toetreden staat om tot het beroep van accountant en/of belastingconsulent op zijn grondgebied te worden toegelaten, dan wel deze activiteit aldaar uit te oefenen.

Wordt verstaan onder opleidingstitel ieder diploma, certificaat of andere titel :

— die moet zijn afgegeven door een bevoegde autoriteit in een toetreden staat die overeenkomstig de wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van die toetreden staat is aangewezen;

— ter afsluiting van een overwegend in de Gemeenschap gevolgde beroepsopleiding, of afgegeven in een derde land, wanneer de betrokken opleidingstitel erkend werd door een toetreden staat waarin de houder ervan in het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft opgedaan in deze toetreden staat, die door deze toetreden staat wordt bevestigd,

— en die blijk geven van een beroepskwalificatieniveau dat ten minste gelijkwaardig is aan een diploma ter afsluiting van een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat ten minste één jaar duurt of in geval van een deeltijdse opleiding, van een gelijkwaardige duur, waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is, of een volledige equivalente schoolopleiding van

requis en plus de ce cycle d'études post-secondaires.

b) si l'intéressé a exercé à temps plein la profession d'expert-comptable et/ou conseil fiscal pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans un autre état affilié qui ne réglemente pas cette profession, un titre de formation :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un état affilié, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet état affilié;

— qui sanctionne une formation acquise principalement dans la Communauté ou qui a été délivré par un pays tiers, lorsque ce titre de formation a été reconnu dans ledit état affilié et que son titulaire a acquis, dans ledit état affilié, une expérience professionnelle de trois ans dans la profession concernée, certifiée par cet état affilié;

— qui atteste d'un niveau de qualification professionnelle au moins équivalent à un diplôme sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études post-secondaires,

— et qui atteste la préparation du titulaire à l'exercice de la profession d'expert-comptable et/ou conseil fiscal.

Toutefois les deux ans d'expérience professionnelle ne peuvent pas être exigés lorsque le titre de formation détenu par le demandeur sanctionne une formation réglementée, c'est-à-dire toute formation qui vise spécifiquement l'exercice de la profession d'expert-comptable et/ou conseil fiscal et qui consiste en un cycle d'études complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle, dont la structure et le niveau sont déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'état affilié en question, ou font l'objet d'un contrôle ou d'un agrément par l'autorité désignée à cet effet. »

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les porteurs d'un des titres de formations repris au § 1^{er}, a) et b), sont dispensés du stage.

Toutefois ils doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude, organisée par l'Institut des Experts-Comptables et des Conseils Fiscaux dans les cas suivants :

— lorsque la durée de la formation visée au § 1^{er}, a) et b), ne dépasse pas deux ans;

— lorsque leur formation dans les domaines comptable, fiscal, du droit des sociétés, de la déontologie, et dans les matières dont la connaissance est essentielle à l'exercice de la profession d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal en Belgique, présente des différences importantes en matière de durée ou de contenu par rapport à la formation couverte par le titre de formation requis en Belgique.

L'épreuve d'aptitude consiste en un contrôle concernant exclusivement les connaissances professionnelles du demandeur, qui a pour but d'apprécier son aptitude à exercer la profession d'expert-comptable et/ou conseil fiscal.

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat d'origine ou de provenance. Elle porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou le ou les titres dont il fait état. La connaissance de ces matières doit être une condition essentielle pour pouvoir exercer la profession d'expert-comptable et/ou conseil fiscal. Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable à ces fonctions.

Les modalités de l'épreuve d'aptitude, de l'établissement de la liste des matières et le statut du demandeur qui souhaite s'y préparer sont déterminées par le Conseil de l'Institut, dans le respect des règles du droit communautaire.

S'il est envisagé d'exiger du demandeur qu'il passe une épreuve d'aptitude, il est préalablement vérifié si les connaissances professionnelles acquises comme expert-comptable ou conseil fiscal dans un état affilié ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir en tout ou en partie, la différence substantielle de la formation. »

secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is.

b) als de belanghebbende voltijds het beroep van accountant en/of belastingconsulent heeft uitgeoefend gedurende twee jaar tijdens de voorafgaande tien jaar in een andere toetredende staat, waar het beroep niet gereguleerd is, een opleidingstitel :

— die moet zijn afgegeven door een bevoegde autoriteit in een toetredende staat die overeenkomstig de wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van die toetredende staat is aangewezen;

— ter afsluiting van een overwegend in de Gemeenschap gevolgde beroepsopleiding, of afgegeven in een derde land, wanneer de betrokken opleidingstitel erkend werd door een toetredende staat waarin de houder ervan in het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft opgedaan in deze toetredende staat, die door deze toetredende staat wordt bevestigd;

— die blijk geven van een beroepskwalificatieniveau dat tenminste gelijkwaardig is aan een diploma ter afsluiting van een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat ten minste één jaar duurt of in geval van een deeltijdse opleiding, van een gelijkwaardige duur, waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is, of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is,

— en die moet aantonen dat de houder op de uitoefening van het beroep van accountant en/of belastingconsulent is voorbereid.

Alleszins mag de twee jaar beroepservaring niet worden geëist wanneer de opleidingstitel van de aanvrager een gereguleerde opleiding betreft, d.w.z. elke opleiding die specifiek op de uitoefening van het beroep van accountant en/of belastingconsulent gericht is en die uit een studiecycclus bestaat die eventueel met een beroepsopleiding, een beroepsstage of praktijkervaring wordt aangevuld, waarvan de structuur en het niveau in wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van de betrokken toetredende staat vastgesteld worden of het voorwerp vormen van een controle of erkenning van een daartoe aangewezen autoriteit. »

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De houders van een opleidingstitel opgenomen in § 1, a) en b), zijn vrijgesteld van stage.

Zij moeten zich evenwel onderwerpen aan een bekwaamheidsproef, georganiseerd door het Instituut van Accountants en Belastingconsulenten in de volgende gevallen :

— wanneer de duur van de opleiding geïndiceerd door § 1, a) en b), twee jaar niet overschrijdt;

— wanneer hun opleiding op het vlak van de boekhouding, fiscaliteit, vennootschapsrecht, deontologie en andere vakken waarvan de kennis noodzakelijk is voor de uitoefening van het beroep van accountant en/of belastingconsulent in België, belangrijke verschillen vertoont inzake duur of inhoud ten aanzien van de opleiding die bestreken is door de in België vereiste opleidingstitel.

De bekwaamheidsproef bestaat uit een controle, uitsluitend van de beroepskennis van de aanvrager, die tot doel heeft te beoordelen of deze de bekwaamheid bezit om het beroep van accountant en/of belastingconsulent uit te oefenen.

Bij de bekwaamheidsproef moet in aanmerking worden genomen dat de aanvrager in de Staat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan van de vakgebieden die, op basis van een vergelijking tussen de vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft ontvangen, niet bestreken worden door het diploma of de titel(s) die de aanvrager overlegt. De kennis van deze vakgebieden moet een noodzakelijke voorwaarde zijn om het beroep van accountant en/of belastingconsulent te kunnen uitoefenen. Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die op die functies, van toepassing is.

De voorschriften betreffende de bekwaamheidsproef, de opstelling van de lijst van de leerstof en het statuut van de aanvrager die zich daarop wil voorbereiden, worden vastgelegd door de Raad van het Instituut, met inachtneming van de regels inzake gemeenschapsrecht.

Indien overwogen wordt om de aanvrager een bekwaamheidsproef te laten afleggen, wordt er eerst nagegaan of de kennis die de aanvrager tijdens zijn beroepservaring als accountant of als belastingconsulent in een toetredende staat of derde land heeft verworven, van dien aard is, dat het wezenlijke verschil in de opleiding daardoor geheel of gedeeltelijk wordt ondervangen. »

Art. 7. A l'article 29 de la même loi, sont insérés les alinéas suivants :

« Lorsque le Conseil a connaissance du fait qu'une personne autorisée à exercer à titre temporaire et occasionnel la profession d'expert-comptable en application de l'article 37bis ne satisfait pas aux conditions et modalités auxquelles l'exercice temporaire et occasionnel de l'activité d'expert-comptable peut être effectué, ou ne respecte pas celles-ci, il lui enjoint de s'y conformer dans le délai qu'il détermine.

Si l'intéressé ne donne pas suite de manière satisfaisante à cette injonction dans le délai imparti, le Conseil peut lui faire interdiction d'accepter certaines missions nouvelles ou exiger qu'il se démette, dans les délais que le Conseil fixe, de certaines missions qu'il a acceptées jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux injonctions du Conseil. L'appel de la décision du Conseil est introduit auprès de la Commission d'appel. »

Art. 8. Un article 37bis est inséré dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art. 37bis. Les ressortissants d'un autre état affilié sont autorisés à exercer temporairement et occasionnellement l'activité d'expert-comptable sans devoir remplir les conditions de l'article 19bis, § 1^{er}, a) et b) s'ils sont légalement établis dans cet état affilié pour y exercer la même profession.

Si la profession d'expert-comptable n'est pas réglementée dans cet état affilié, ils doivent l'avoir exercée pendant au moins deux années au cours des dix années qui précèdent leur libre prestation de services.

Le caractère temporaire et occasionnel de la prestation de services est apprécié au cas par cas par l'Institut, notamment en fonction de sa durée, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

Les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent avoir une connaissance suffisante de la langue officielle dans laquelle leur(s) mission(s) doivent s'accomplir.

Préalablement à toute prestation de service en Belgique, elles font parvenir à l'Institut une déclaration écrite comprenant notamment des informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

Cette déclaration doit être renouvelée une fois par an si l'intéressé compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée.

Le Roi détermine les mentions qui doivent obligatoirement être reprises dans cette déclaration, ainsi que les documents qui, pour la première prestation de service ou en cas de changement matériel relatif à la situation actuelle, doivent être ajoutés à cette déclaration. »

Art. 9. L'article 44 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 44. L'Institut professionnel a pour mission de veiller à la formation et d'assurer l'organisation permanente d'un corps de spécialistes capables d'exercer les activités visées à l'article 49, avec toutes les garanties requises au point de vue de la compétence, de l'indépendance et de la probité professionnelle. L'Institut professionnel veille également au bon accomplissement des missions confiées à ses membres, et aux personnes soumises à sa surveillance et à son pouvoir disciplinaire.

Il veille également au respect, par les personnes visées à l'article 52bis, des modalités et conditions auxquelles l'exercice temporaire et occasionnel de l'activité de comptable(-fiscaliste) peut être effectué en Belgique.

L'Institut est habilité à demander et obtenir, des autorités compétentes d'autres états affiliés, les renseignements nécessaires à l'exécution de cette mission. Ces renseignements sont traités et conservés, dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'exécution.

Dans le respect de ces mêmes dispositions, l'Institut est habilité à communiquer aux autorités compétentes d'un autre état affilié les renseignements relatifs à ses membres nécessaires au traitement de leur demande d'établissement ou à l'exercice de leur liberté de prestation dans cet état affilié. »

Art. 7. In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende leden toegevoegd :

« Indien de Raad kennis heeft van het feit dat een persoon, die gemachtigd is op grond van artikel 37bis om het beroep van accountant tijdelijk en occasioneel uit te oefenen, niet voldoet aan de voorwaarden en modaliteiten waaraan het tijdelijk en occasioneel uitoefenen van de activiteit van accountant onderworpen is, of ze niet naleeft, gelast hij de betrokkene zich hieraan te conformeren binnen de termijn die hij bepaalt.

Indien betrokkene hieraan onvoldoende gevolg geeft binnen de gestelde termijn, kan de Raad hem verbieden bepaalde nieuwe opdrachten nog te aanvaarden of eisen dat hij, binnen de termijn die de Raad bepaalt, van bepaalde reeds aanvaarde opdrachten afziet tot aan de aanmaningen van de Raad gevolg is gegeven. Hoger beroep tegen de beslissing van de Raad wordt ingesteld bij de Commissie van beroep. »

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 37bis toegevoegd, luidende :

« Art. 37bis. De onderdanen van een andere toegetroden staat zijn gemachtigd om tijdelijk en occasioneel de activiteit van accountant uit te oefenen zonder de voorwaarden van artikel 19bis, § 1, a) en b), te moeten vervullen, indien zij op wettige wijze zijn gevestigd in deze toegetroden staat om er hetzelfde beroep uit te oefenen.

Als het beroep van accountant niet gereguleerd is in deze toegetroden staat, moeten zij dit beroep gedurende ten minste twee jaar tijdens de tien jaar die hun vrije dienstverrichting voorafgaan hebben uitgeoefend.

Het tijdelijke en occasioneel karakter van de dienstverrichting wordt individueel beoordeeld door het Instituut, inzonderheid in functie van de duur, de frequentie, de periodiciteit en de continuïteit.

De in het eerste en tweede lid bedoelde personen moeten een voldoende kennis hebben van de officiële taal waarin de opdracht(en) dienen te worden uitgevoerd.

Voorafgaandelijk aan elke dienstverrichting in België, laten ze aan het Instituut een schriftelijke verklaring toekomen die onder andere gegevens bevatten betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

Deze verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is gedurende dat jaar in België tijdelijke of occasionele diensten te verrichten.

De Koning bepaalt de vermeldingen die in deze verklaring verplicht moeten worden opgenomen, alsook de documenten die, voor de eerste dienstverrichting of in het geval er zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan ten opzichte van de huidige situatie, moeten worden bijgevoegd bij deze verklaring. »

Art. 9. Artikel 44 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. Het Beroepsinstituut heeft als opdracht toe te zien op de opleiding en de permanente organisatie van een korps van specialisten te verzekeren, die bekwaam zijn de in artikel 49 bepaalde werkzaamheden uit te voeren met alle vereiste waarborgen inzake bekwaamheid, onafhankelijkheid en professionele rechtschapenheid. Het Beroepsinstituut ziet er tevens op toe dat de aan zijn leden, en aan de personen die onderworpen zijn aan zijn toezicht en tuchtbevoegdheid, toevertrouwde opdrachten, behoorlijk worden uitgevoerd.

Het ziet er eveneens op toe dat de in artikel 52bis bedoelde personen, de modaliteiten en voorwaarden naleven van de tijdelijke en occasionele uitoefening van de activiteit van boekhouder(-fiscalist) in België.

Het Instituut is gemachtigd om van de bevoegde overheid in andere toegetroden staten, de informatie aan te vragen en te verkrijgen die nodig is voor de uitvoering van deze opdracht. Deze inlichtingen worden verwerkt en bewaard overeenkomstig de voorschriften van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Het Instituut is eveneens gemachtigd om, mits naleving van diezelfde bepalingen, informatie aan de bevoegde overheid van een andere toegetroden staat mede te delen, met betrekking tot zijn leden die nodig is voor de behandeling van hun aanvraag tot vestiging of de uitoefening van hun vrijheid van dienstlevering in deze toegetroden staat. »

Art. 10. L'article 46 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 février 2003, est complété par les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« Les ressortissants d'un autre état affilié qui exercent temporairement et occasionnellement l'activité de comptable-fiscaliste en Belgique en application de l'article 52bis de la présente loi utilisent exclusivement le titre professionnel qui leur a été conféré dans leur Etat d'origine, et éventuellement l'abréviation de ce titre, dans la langue de cet Etat ou, à défaut, leur titre de formation licite, conformément à l'alinéa précédent.

Lorsque le titre professionnel, dans la langue de l'Etat d'origine, est celui de comptable(-fiscaliste) ou lorsque ce titre professionnel est susceptible de créer une confusion avec le titre de comptable(-fiscaliste), il doit être suivi de l'indication de l'autorité ou de l'organisation professionnelle qui l'a délivré.

Toutes les dispositions légales et réglementaires concernant la déontologie, l'exercice du pouvoir disciplinaire par les instances disciplinaires compétentes, la définition et l'exercice de la profession, qui sont applicables pour les comptables(-fiscalistes), membres de l'IPCF, sont applicables pour les ressortissants d'un autre état affilié qui sont autorisés à exercer temporairement et occasionnellement l'activité de comptable(-fiscaliste) en Belgique conformément à l'article 52bis, pendant leur présence sur le territoire belge et pour tout ce qui se rapporte à l'exécution de services exercés en Belgique.

Lorsque la Chambre exécutive a connaissance du fait qu'une personne autorisée à exercer à titre temporaire et occasionnel la profession de comptable(-fiscaliste) en application de l'article 52bis ne satisfait pas aux conditions et modalités auxquelles l'exercice temporaire et occasionnel de l'activité de comptable(-fiscaliste) peut être effectué, ou ne respecte pas celles-ci, elle lui enjoint de s'y conformer dans le délai qu'elle détermine.

Si l'intéressé ne donne pas suite de manière satisfaisante à cette injonction dans le délai imparti, la Chambre exécutive peut lui faire interdiction d'accepter certaines missions nouvelles ou exiger qu'il se démette, dans les délais que la Chambre exécutive fixe, de certaines missions qu'il a acceptées jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux injonctions de la Chambre exécutive. L'appel contre la décision de la Chambre exécutive est introduit auprès de la Chambre d'appel. »

Art. 11. A l'article 50bis, § 1^{er}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 25 février 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A l'appui de leur demande de se voir conférer la qualité de comptable (-fiscaliste), les ressortissants d'un autre état affilié, peuvent faire valoir un des diplômes ou titres de formations suivants :

a) le titre de formation prescrit par un autre état affilié pour accéder à la profession de comptable(-fiscaliste) sur son territoire ou l'y exercer.

On entend par titre de formation tout diplôme, certificat ou autre titre :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un état affilié, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet état affilié;

— qui sanctionne une formation acquise principalement dans la Communauté ou qui a été délivré par un pays tiers, lorsque ce titre de formation a été reconnu par un état affilié et que son titulaire a acquis, dans ledit état affilié, une expérience professionnelle de trois ans dans la profession concernée, certifiée par cet état affilié;

— et qui atteste d'un niveau de qualification professionnelle au moins équivalent à un diplôme sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études post-secondaires.

Art. 10. Artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 2003, wordt aangevuld met de volgende leden, luidende :

« De onderdanen van een andere toegetrede staat die gemachtigd zijn om tijdelijk en occasioneel de activiteit van boekhouder(-fiscalist) in België uit te oefenen in toepassing van artikel 52bis van deze wet, gebruiken uitsluitend de beroepstitel die hen werd verleend in hun Staat van oorsprong, en desgevallend de afkorting van deze titel, in de taal van deze Staat, of bij gebreke hieraan, hun wettige opleidingstitel, bedoeld bij het vorige lid.

Wanneer in de beroepstitel, in de taal van het land van oorsprong, de term boekhouder(-fiscalist) voorkomt, of wanneer deze beroepstitel verarring kan scheppen met de titel van boekhouder(-fiscalist), moet de titel worden gevolgd door de vermelding van de overheid of de beroepsorganisatie die deze titel heeft verleend.

Alle wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met de plichtenleer, de uitoefening van de tuchtmacht door de bevoegde tuchtinstaties, de definitie en de uitoefening van het beroep, die van toepassing zijn op erkende boekhouders(-fiscalisten), leden van het BIBF, zijn van toepassing op de onderdanen van een andere toegetrede staat die gemachtigd zijn om tijdelijk en occasioneel de activiteit van boekhouder(-fiscalisten) in België uit te oefenen overeenkomstig artikel 52bis, gedurende hun aanwezigheid op het grondgebied van België, en voor alles dat betrekking heeft op de uitvoering van de diensten die in België worden uitgevoerd.

Indien de Uitvoerende Kamer kennis heeft van het feit dat een persoon, die gemachtigd is op grond van artikel 52bis om het beroep van boekhouder(-fiscalist) tijdelijk en occasioneel uit te oefenen, niet voldoet aan de voorwaarden en modaliteiten waaraan het tijdelijk en occasioneel uitoefenen van de activiteit van boekhouder(-fiscalist) onderworpen is, of ze niet naleeft, gelast hij de betrokkene zich hieraan te conformeren binnen de termijn die hij bepaalt.

Indien betrokkene hieraan onvoldoende gevolg geeft binnen de gestelde termijn, kan de Uitvoerende Kamer hem verbieden bepaalde nieuwe opdrachten nog te aanvaarden of eisen dat hij, binnen de termijn die de Uitvoerende Kamer bepaalt, van bepaalde reeds aanvaarde opdrachten afziet tot aan de aanmaningen van de Uitvoerende Kamer gevolg is gegeven. Hoger beroep tegen de beslissing van de Uitvoerende Kamer wordt ingesteld bij de Kamer van Beroep. »

Art. 11. In artikel 50bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 2003 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Ter ondersteuning van hun verzoek om verlening van de hoedanigheid van boekhouder(-fiscalist), kunnen de onderdanen van een andere toegetrede staat één van de volgende diploma's of opleidingstitels doen gelden :

a) de opleidingstitel voorgeschreven door een andere toegetrede staat om tot het beroep van boekhouder(-fiscalist) op zijn grondgebied te worden toegelaten, dan wel deze activiteit aldaar uit te oefenen.

Wordt verstaan onder opleidingstitel ieder diploma, certificaat of andere titel :

— die moet zijn afgegeven door een bevoegde autoriteit in een toegetrede staat die overeenkomstig de wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van die toegetrede staat is aangewezen;

— ter afsluiting van een overwegend in de Gemeenschap gevolgde beroepsopleiding, of afgegeven in een derde land, wanneer de betrokken opleidingstitel erkend werd door een toegetrede staat waarin de houder ervan in het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft opgedaan in deze toegetrede staat, die door deze toegetrede staat wordt bevestigd,

— en die blijk geven van een beroepskwalificatieniveau dat tenminste gelijkwaardig is aan een diploma ter afsluiting van een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat ten minste één jaar duurt of in geval van een deeltijdse opleiding, van een gelijkwaardige duur, waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is, of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op deze cycclus van postsecundair onderwijs vereist is.

b) si l'intéressé a exercé à temps plein la profession de comptable(-fiscaliste) pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans un autre état affilié qui ne réglemente pas cette profession, un titre de formation :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un état affilié, désignée conformément aux dispositions législatives réglementaires ou administratives de cet état affilié;

— qui sanctionne une formation acquise principalement dans la Communauté ou qui a été délivré par un pays tiers, lorsque ce titre de formation a été reconnu dans ledit état affilié et que son titulaire a acquis, dans ledit état affilié, une expérience professionnelle de trois ans dans la profession concernée, certifiée par cet état affilié;

— qui atteste d'un niveau de qualification professionnelle au moins équivalent à un diplôme sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études post-secondaires,

— et qui atteste la préparation du titulaire à l'exercice de la profession de comptable(-fiscaliste).

Toutefois les deux ans d'expérience professionnelle ne peuvent pas être exigés lorsque le titre de formation détenu par le demandeur sanctionne une formation réglementée, c'est-à-dire toute formation qui vise spécifiquement l'exercice de la profession de comptable(-fiscaliste) et qui consiste en un cycle d'études complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle, dont la structure et le niveau sont déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'état affilié en question, ou font l'objet d'un contrôle ou d'un agrément par l'autorité désignée à cet effet. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les porteurs d'un des titres de formations repris au § 1^{er}, a) et b), sont dispensés du stage.

Toutefois ils doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude, organisée par l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés, dans les cas suivants :

— lorsque la durée de la formation visée au § 1^{er}, a) et b), ne dépasse pas deux ans;

— lorsque leur formation dans les domaines comptable, fiscal, du droit des sociétés, de la déontologie, et dans les matières dont la connaissance est essentielle à l'exercice de la profession de comptable(-fiscaliste) en Belgique, présente des différences importantes en matière de durée ou de contenu par rapport à la formation couverte par le titre de formation requis en Belgique.

L'épreuve d'aptitude consiste en un contrôle concernant exclusivement les connaissances professionnelles du demandeur, qui a pour but d'apprécier son aptitude à exercer la profession de comptable(-fiscaliste).

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat d'origine ou de provenance. Elle porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou le ou les titres dont il fait état. La connaissance de ces matières doit être une condition essentielle pour pouvoir exercer la profession de comptable(-fiscaliste). Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable à ces fonctions.

Les modalités de l'épreuve d'aptitude, de l'établissement de la liste des matières et le statut du demandeur qui souhaite s'y préparer sont déterminés par le Conseil national de l'Institut dans le respect des règles du droit communautaire.

S'il est envisagé d'exiger du demandeur qu'il passe une épreuve d'aptitude, il est préalablement vérifié si les connaissances professionnelles acquises comme comptable(-fiscaliste) dans un état affilié ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir en tout ou en partie, la différence substantielle de la formation. »;

b) als de belanghebbende voltijds het beroep van boekhouder(-fiscalist) heeft uitgeoefend gedurende twee jaar tijdens de voorafgaande tien jaar in een andere toetreden staat, waar het beroep niet gereguleerd is, een opleidingstitel :

— die moet zijn afgegeven door een bevoegde autoriteit in een toetreden staat die overeenkomstig de wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van die toetreden staat is aangewezen;

— ter afsluiting van een overwegend in de Gemeenschap gevolgd beroepsopleiding, of afgegeven in een derde land, wanneer de betrokken opleidingstitel erkend werd door een toetreden staat waarin de houder ervan in het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft opgedaan in deze toetreden staat, die door deze toetreden staat wordt bevestigd;

— die blijk geven van een beroepskwalificatieniveau dat ten minste gelijkwaardig is aan een diploma ter afsluiting van een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat ten minste één jaar duurt of in geval van een deeltijdse opleiding, van een gelijkwaardige duur, waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is, of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is,

— en die moet aantonen dat de houder op de uitoefening van het beroep van boekhouder(-fiscalist) is voorbereid.

Alleszins mag de twee jaar beroepservaring niet worden geëist wanneer de opleidingstitel van de aanvrager een geregelende opleiding betreft, d.w.z. elke opleiding die specifiek op de uitoefening van het beroep van boekhouder(-fiscalist) gericht is en die uit een studiecycclus bestaat die eventueel met een beroepsopleiding, een beroepsstage of praktijkervaring wordt aangevuld, waarvan de structuur en het niveau in wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van de betrokken toetreden staat vastgesteld worden of het voorwerp vormen van een controle of erkenning van een daartoe aangewezen autoriteit. »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De houders van een opleidingstitel opgenomen in § 1, a) en b), zijn vrijgesteld van stage.

Zij moeten zich evenwel onderwerpen aan een bekwaamheidsproef, georganiseerd door het Beroepsinstituut van Erkende Boekhouders en Fiscalisten, in de volgende gevallen :

— wanneer de duur van de opleiding geïndiceerd door § 1, a) en b), twee jaar niet overschrijdt;

— wanneer hun opleiding op het vlak van de boekhouding, fiscaliteit, vennootschapsrecht, deontologie en andere vakken waarvan de kennis noodzakelijk is voor de uitoefening van het beroep van boekhouder(-fiscalist) in België, belangrijke verschillen vertoont inzake duur of inhoud ten aanzien van de opleiding die gedekt is door de in België vereiste opleidingstitel.

De bekwaamheidsproef bestaat uit een controle, uitsluitend van de beroepskennis van de aanvrager, die tot doel heeft te beoordelen of deze de bekwaamheid bezit om het beroep van boekhouder(-fiscalist) uit te oefenen.

Bij de bekwaamheidsproef moet in aanmerking worden genomen dat de aanvrager in de Staat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan van de vakgebieden die, op basis van een vergelijking tussen de vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft ontvangen, niet bestreken worden door het diploma of de titel(s) die de aanvrager overlegt. De kennis van deze vakgebieden moet een noodzakelijke voorwaarde zijn om het beroep van boekhouder(-fiscalist) te kunnen uitoefenen. Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die op die functies, van toepassing is.

De voorschriften betreffende de bekwaamheidsproef, de opstelling van de lijst van de leerstof en het statuut van de aanvrager die zich daarop wil voorbereiden, worden door de Nationale Raad van het Instituut vastgelegd met inachtneming van het gemeenschapsrecht.

Indien overwogen wordt om de aanvrager een bekwaamheidsproef te laten afleggen, wordt er eerst nagegaan of de kennis die de aanvrager tijdens zijn beroepservaring als boekhouder(-fiscalist) in een toetreden staat of derde land heeft verworven, van dien aard is, dat het wezenlijke verschil in de opleiding daardoor geheel of gedeeltelijk wordt ondervangen. »;

3° dans le paragraphe 3 les mots « l'article 8, § 5 » sont remplacés par les mots « l'article 8, § 5bis ».

Art. 12. Dans l'article 52, paragraphe 3 de la même loi les mots « certifiée conforme » sont abrogés.

Art. 13. Un article 52bis est inséré dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art. 52bis. Les ressortissants d'un autre état affilié sont autorisés à exercer temporairement et occasionnellement l'activité de comptable (-fiscaliste) sans devoir remplir les conditions de l'article 50bis, § 1^{er}, a) et b) s'ils sont légalement établis dans cet état affilié pour y exercer la même profession.

Si la profession de comptable(-fiscaliste) n'est pas réglementée dans cet état affilié, ils doivent l'avoir exercée pendant au moins deux années au cours des dix années qui précèdent leur prestation de services.

Le caractère temporaire et occasionnel de la prestation de services est apprécié au cas par cas par l'Institut professionnel, notamment en fonction de sa durée, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

Les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent avoir une connaissance suffisante de la langue officielle dans laquelle leur(s) mission(s) doivent s'accomplir.

Préalablement à toute prestation de service en Belgique, elles font parvenir à l'Institut une déclaration écrite comprenant notamment des informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

Cette déclaration doit être renouvelée une fois par an si l'intéressé compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée.

Le Roi détermine les mentions qui doivent obligatoirement être reprises dans cette déclaration, ainsi que les documents qui, pour la première prestation de service ou en cas de changement matériel relatif à la situation actuelle doivent être ajoutés à cette déclaration. »

Art. 14. A l'article 58 de la même loi, modifié par la loi du 23 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1° les mots « , 29, alinéas 3 et 4, » sont insérés entre le chiffre « 18 » et les mots « et 37 »;

2° l'alinéa 4 est complété par les mots « ainsi qu'aux personnes visées aux articles 37bis et 52bis ».

Art. 15. La Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions et le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE

3° in paragraaf 3, worden de woorden « artikel 8, § 5 » vervangen door de woorden « artikel 8, § 5bis ».

Art. 12. In artikel 52, paragraaf 3 van dezelfde wet worden de woorden « eensluidend verklaard » opgeheven.

Art. 13. Aan dezelfde wet wordt een artikel 52bis toegevoegd, luidende als volgt :

« Art. 52bis. De onderdanen van een andere toetreden staat zijn gemachtigd om tijdelijk en occasioneel de activiteit van boekhouder (-fiscalist) uit te oefenen zonder de voorwaarden van artikel 50bis, § 1, a) en b) te moeten vervullen, indien zij op wettige wijze zijn gevestigd in deze toetreden staat om er hetzelfde beroep uit te oefenen.

Als het beroep van boekhouder(-fiscalist) niet gereguleerd is in deze toetreden staat, moeten zij dit gedurende ten minste twee jaar tijdens de tien jaar die hun vrije dienstverrichting voorafgaan hebben uitgeoefend.

Het tijdelijke en occasioneel karakter van de dienstverrichting wordt individueel beoordeeld door het Beroepsinstituut, inzonderheid in functie van de duur, de frequentie, de periodiciteit en de continuïteit.

De in het eerste en tweede lid bedoelde personen moeten een voldoende kennis hebben van de officiële taal waarin de opdracht(en) dienen te worden uitgevoerd.

Voorafgaandelijk aan elke dienstverrichting in België, laten ze aan het Instituut een schriftelijke verklaring toekomen die onder andere gegevens bevatten betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

Deze verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is gedurende dat jaar in België tijdelijke en occasionele diensten te verrichten.

De Koning bepaalt de vermeldingen die in deze verklaring verplicht moeten worden opgenomen alsook de documenten die, voor de eerste dienstverrichting, of in het geval er zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan ten opzichte van de huidige situatie, moeten worden bijgevoegd bij deze verklaring. »

Art. 14. Artikel 58 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden « , 29, derde en vierde lid, » ingevoegd tussen het cijfer « 18 » en de woorden « en 37 »;

2° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden « alsook de personen zoals bedoeld in de artikelen 37bis en 52bis ».

Art. 15. De Minister bevoegd voor Middenstand en de Minister bevoegd voor Economie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister voor Ondernemen,
V. VAN QUICKENBORNE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2009/205584]

28 JUNI 2009. — Arrêté royal portant nomination de conseillers et de juges sociaux. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 238 du 13 juillet 2009 dans les textes néerlandais et français :

Page 48141, à l'article 11, il faut lire "DEVOLDER, Birgitte, te Izegem" à la place de "DEVOLDER, Brigitte, te Izegem".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2009/205584]

28 JUNI 2009. — Koninklijk besluit houdende benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 238 van 13 juli 2009 in de Nederlandse en de Franse tekst :

Pagina 48141, in artikel 11, dient te worden gelezen "DEVOLDER, Birgitte, te Izegem" in plaats van "DEVOLDER, Brigitte, te Izegem".